

Jean-Denis
Coquard

TIMING

Ilya trois mois, le 2 août, L'Équipe célébrait en une la France qui gagne, celle qui triomphe, du biathlon au football roi, celle des fédérations les plus riches aux sports les plus confidentiels, celle qui épate par sa diversité et son organisation qui fait parfois envie jusqu'à l'étranger, oui, oui.

Ilya un peu plus de treize mois, Paris célébrait ses Jeux, ceux qu'il faut être plus que centenaire – et encore – pour avoir de ses yeux vus à la maison. Et, à Lima, on évoquait déjà ce sport dont on allait développer la pratique, ce sport qui allait bientôt « irriguer la société ». On se congratulait dans l'espoir excité d'un eldorado, on dansait la pluie d'euros qui ne manquerait pas de tomber.

Depuis, cernée par les inquiétudes du monde sportif, Roxana Maracineanu, la toute nouvelle ministre des Sports, a arraché sur le fil, de l'Assemblée nationale, quinze millions d'euros supplémentaires qui maintiennent son budget à hauteur grosso modo de ce qu'il était il y a deux ans (531 millions contre 521) après un sévère coup de rabot en 2017. On insiste sur les efforts sur le haut niveau, les premiers de cordée, pour mieux occulter qu'on délaisse la corde. Tiens ! On ne parle plus des maisons sport et santé que le candidat Macron avait promues durant sa campagne... Tiens ! L'État ne veut plus aider tous ces emplois qui font le quotidien de la majeure partie des clubs de France. Tiens ! Il aimerait ventiler les conseillers techniques et sportifs (CTS) à d'autres acteurs. Bref, on a beau afficher des bretelles de secours, c'est surtout ceinture.

Depuis, les dirigeants du sport français se déchirent leur petite part du magot qu'ils n'ont pas. Ils ont poussé en pack pour une nouvelle gouvernance si floue qu'ils sont infoutus d'expliquer comment elle va fonctionner autrement que comme une usine à gaz. Et, interdit devant le jeu de bonneteau de son financement, le CNOSF a lancé une pétition qui fait flop, et se demande aujourd'hui s'il reverra bien la couleur de son billet.

On aurait pu toiletter le modèle, l'aménager autour de ses axes forts. En bons révolutionnaires, on préfère refaire que réformer ; en bons amateurs de pâtisserie, on superpose les (mille) feuilles et les missions 2024 aux contours nébuleux jusqu'à l'indigestion.

Le timing, cet art du geste et du moment juste, est délicat. Dans un peu plus de cinq ans, les JO s'invitent chez nous. C'est demain. On y espère plein de médailles (même si personne ne claironne plus quatre-vingts, comme Laura Flessel), une grande fête et un élan durable du sport pour tous. Il est temps de se réveiller, non ?



EN ZONE DE TURBULENCES

Le modèle français de gouvernance a atteint ses limites. Mais la réforme envisagée soulève plus de questions qu'elle ne règle de problèmes.

MARC VENTOUILLAC

À bout de souffle ? Pas nécessairement. Mais un consensus existe sur le fait que le modèle du sport français a atteint ses limites. Au fil des olympiades, la France tourne peu ou prou autour de la quarantaine de médailles (42 dont 10 titres à Rio) et a assuré sa place dans le top 10 des nations (septième place en 2016 comme en 2012), mais le record du nombre de titres (15) remonte à 1996. Ça commence à dater.

Il y aura certes en 2024 un aspect « jouer à la maison » qui devrait gonfler mécaniquement le total, mais cela influera à la

marge. Bref, la France plafonne. Pour viser plus haut, il faut des changements. Chacun en est convaincu. Reste à trouver la bonne direction.

« Sur le fond, estime un cadre technique de haut niveau, je suis persuadé que notre système était à bout de souffle et qu'il fallait le faire évoluer. Il faut plus d'agilité et de flexibilité. Mais si c'est pour tout arracher et repartir d'une feuille blanche, non ! »

Les succès des Tricolores aux Jeux reposent sur un pilier principal : l'engagement financier de l'État et la mise à disposition du corps des cadres techniques. Un système qui fait dire à l'ancien tennisman roumain Ion Tiriac

que, sur le plan sportif, la France est « le dernier système communiste au monde ». La création de la préparation olympique dans les années 1980 et la disparition du bloc de l'Est (ainsi que l'augmentation du nombre de disciplines olympiques) ont ensuite permis une embellie sur laquelle la France surfe encore.

Alors qu'on s'attendait à ce que l'on construise autour de ces fondamentaux, le sport français baigne aujourd'hui dans un entre-deux, un flou artistique qui prête à toutes les interprétations et nourrit bien des inquiétudes. On se retrouve à la conjonction de deux éléments : le vieux rêve du président du CNOSF Denis

Massaglia de voir le mouvement sportif exercer plus de responsabilités et la volonté de désengagement de l'État, même si la nouvelle ministre des Sports Roxana Maracineanu et les milieux gouvernementaux s'en défendent. Tout ça pour aboutir à la fameuse agence nationale du sport qui devrait voir le jour début 2019.

“Le climat est morose”
UN RESPONSABLE DU SPORT FRANÇAIS

La crise s'est cristallisée autour de deux éléments : le budget et la question des cadres techniques. Précisément ce qui fait la force du sport français. Le bud- ➤